**Compte rendu de la CCHSCT
du conseil supérieur de la Fonction Publique d'État
du jeudi 7 mai 2020**

Pour la FSU : Ludivine Debacq et Lionel Delbart
Déclaration liminaire de toutes les OS
Voir déclaration liminaire de la FSU

Thierry Le Goff, directeur général

Remercie les OS pour les constats faits et partagés pour partie et les préoccupations voire les inquiétudes des OS et des agents, « il y a bien évidemment vos demandes vos attentes voire vos revendications ».

3 points communs dans les attentes des OS :

1) **Demande de Connaissance des événements :**

par des bilans et une demande d'information que les OS sollicitent Il y a des réunions hebdomadaires d'Olivier Dussopt avec les 9 OS et T . Le Goff fera remonter le besoin d'informations et de bilans. Par ailleurs, l'administration a également besoin de ces bilans.

Besoin de connaître des éléments chiffrés par exemple besoin de connaître qui est en ASA, qui en PCA, sur l'aspect sanitaire le nombre de personnes touchées. Et une dimension qualitative sur l'organisation du travail durant la période de crise avec la dimension psychologique, les cellules qui ont été mise en place.

La DGAFP a lancé un certain nombre de travaux mais en attente des remontées des ministères. Et ils auront l'occasion de fournir des données chiffrées de ces travaux.

*Bilan partiel d'une enquête rapide de la DGAFP auprès des ministères et des managers de la fonction publique pour connaître la situation avec deux éléments différents. **PB seuls 4 ministères ont répondu.** Pour les ministères avoir une vision quantitative des différentes situations.

Pour les managers : comprendre comment ils gèrent, comment ils travaillent, dans quelles conditions sont placées leurs équipes mais dans ce cas il n'y a pas de données quantitatives formelles.

Rappel : avant le confinement la pratique du télétravail était marginale dans la FPE, 2,6 % pour les cadres A et quasiment inexistante (moins de 0,2%) pour les cadres B et C.

Aujourd'hui seuls quatre ministères ont pu répondre à l'enquête (Écologie, Finance, Agriculture et ministère sociaux). Sur le plan continuité, un seul ministère déclare avoir plus de 80 % de ses agents qui y participent alors que pour les autres ministères il déclare que c'est plutôt 10 % à 50 %. des agents qui participent au plan de continuité.

-Fin mars il n'y avait qu'un seul ministère qui déclarait un ou des droits de retrait .

-Sur les quatre ministères il y avait moins de 10 % des agents qui travaillaient sur site.

-Les congés maladies ou les congés normaux représentent moins de 10 %.

-Sur les agents en ASA moins de 10 % pour les personnels vulnérables, par contre pour les gardes d'enfants supérieur à 10 % dans un ministère et inférieur à 10 % pour les autres. ASA imposées supérieures à 10 % dans 2 ministères. Le télétravail représente plus de 80 % dans un ministère, est majoritaire dans deux ministères et inférieur à 50 % dans un ministère.

-Concernant le dialogue social, réunion de CT et CHSCT avec plus de réunions des CHSCT et quand on cumule les réunions de ces deux instances sur les quatre ministères on va de une réunion tous les 15 jours jusqu'à plus de deux réunions par semaine.

-Concernant le télétravail (mais la vision reste très partielle et ne concerne pas toute la fonction publique) on va de 50 % qui ont le matériel pour le télétravail à moins de 20 % des agents qui seraient équipés pour le télétravail. Pour le reste des agents, ils fonctionnent en mode dégradé (il se débrouillent comme ils peuvent). Deux ministères ont établi des règles particulières comme emporter son ordinateur fixe du bureau. Enfin tous ces ministères ont utilisé cette période pour faire de la formation dématérialisée mais aucun n'a pu avoir de remontées sur les effectifs qui auraient suivi ces formations.

Il n'y a pas d'enquête particulière pour connaître la prévalence du COVID 19 dans la FPE mais le service statistique du ministère de la santé et des affaires sociales, l'INSEN, et l'INSEE se sont associés pour mettre en place un grand projet d'enquête épidémiologique sur le COVID 19 (200 000 personnes seront interrogées) il y

aurait presque 100 000 personnes pour lesquelles on ferait un test sanguin pour voir si les gens sont immunisés. Cette enquête n'est pas spécifique à la FP permettra quand même d'identifier au sein de chacune des trois fonctions publiques et également par grande catégorie socio-professionnelle notamment les soignants, la police, les enseignants et le travail social. Au-delà des réponses concernant la maladie il y a des questions sur les conditions de logement, de famille, d'insertion familiale, de santé, des conditions de travail, le télétravail, le stress Etc ... pendant la période de confinement. L'enquête se déroule en deux vagues, une actuellement et une deuxième vague en juin. Les premiers résultats de la première vague sont attendus fin juin mais pour l'exploitation FP ce sera plus tard. Les éléments de cette enquête seront communiqués aux OS au fur et à mesure dans le cadre de travaux qui restent aussi à définir dans le cadre de l'agenda social.

2) Besoin de lisibilité, besoin de cadrage et en tout cas d'informations.

Demande d'une politique la plus cohérente possible sur les conditions du déconfinement, la préparation du retour vers une activité plus normale même si tout cela va se phaser dans le temps, c'est d'ailleurs le cadrage que le premier ministre a défini, choix d'un cadrage politique sur les conditions matérielles, le phasage, les lieux Etc ... d'ailleurs intervention cet après-midi pour préciser encore les choses.

Le choix qui a été fait c'est la mise en place des plans de retour à l'activité (PRA) élaborés par les ministères car il est important de définir les conditions de la reprise en lien avec les réalités des métiers et la DGAFP a accompagné les ministères sur les questions transverses (plutôt RH), Ce sont parfois des rappels de droit (exemple droit de retrait (*conscient que ce rappel a crispé les OS*), télétravail, les ASA) Sur ces questions transverses ils sont très en lien avec les consignes qui peuvent être données dans le secteur privé même si tout ne s'applique pas mécaniquement dans le secteur public cela permet d'être en phase en particulier sur les aspects sanitaires.

Stratégie retenue :

1-Gouv : choix d'un cadrage politique devant les assemblées.

2- les ministères doivent créer des PRA. Mais pas d'existence juridique. Ce sont des plans de fonctionnement. Il faut définir les conditions de reprise, la temporalité etc.

3-Ms instructions et doctrines DGAFP ont accompagné l'entrée ministérielle pour les questions RH transverses (pour le droit de retrait – critiqué par les OS!!; sur les asa, le télétravail, la garde des enfants) En lien aussi avec le secteur privé. Lien avec le ministère du travail et la santé : questions de la vulnérabilité, etc. tente de se coordonner avec le secteur privé

« On essaie de les accompagner (« le moins mal possible ») »

3) Le dialogue social

Il se déroule dans des conditions exceptionnelles forcément mais les ministères et la DGAFP tiennent à ce que ce dialogue social ait lieu et qu'il soit le plus adapté à la période que nous vivons (très évolutive), avec des décisions qui doivent être prises au jour le jour avec les difficultés que nous rencontrons mais c'est que l'information circule et que ce dialogue ait lieu en poussant à ce que les instances se tiennent.

Sur la maladie professionnelle du COVID 19 le sujet n'est pas tranché, les modalités ne pourraient pas être les mêmes que pour les personnels soignants.

Les PRA- en ce qui concerne la santé, la sécurité et les incidences sur les conditions de travail, l'organisation du travail- doivent être vus dans le cadre des instances pour permettre des échanges les plus constructifs possibles pour permettre d'être le plus en phase avec les réalités du terrain et ceux qui vont les mettre en œuvre.

Ce qui est certain c'est que le dialogue social est important pour le 11 mai mais également pour l'après 11 mai car les enjeux sont de taille et c'est pourquoi ces concertations doivent d'abord se faire dans le cadre des réalités professionnelles dans les ministères.

Puis **point d'information sur le télétravail** en particulier qui continuera à être encouragé au-delà du 11 mai. Une enquête a été lancée par l'ANACT sur le télétravail à laquelle la DGAFP s'est associée en relayant un questionnaire sur les RS (*???? FSU et CGT ont dénoncé que cette info n'avait pas été diffusée ni à l'Educ, ni à la culture*) qui concerne non seulement les salariés du secteur privé mais également les agents du secteur public.

Enquête organisée autour de trois axes :

- l'environnement de travail
- l'activité du travailleur et sa perception de la charge de travail
- l'organisation et la relation au travail.

Il s'agit d'un questionnaire mis librement à la disposition des personnes qui peuvent s'exprimer si elles le souhaitent, ceci n'est donc pas comme un sondage avec un panel représentatif.

Pour autant il va y avoir de nombreuses données, pour l'instant il n'y a que des résultats partiels qui ne permettent pas de sortir des données FP, mais sur les remontées partielles en 1 semaine il y a déjà plus de 4000 questionnaires remplis en une semaine dont 45 % pour la seule FP alors même que la DGAFP n'avait pas encore relayé le questionnaire.

Par la suite nous pourrons faire une analyse sur la partie FP qui permettra un bon retour d'expérience.

La FSU demande à ce que cette enquête soit relayée pour que le maximum d'agents puissent s'en emparer en particulier au MEN qui est un très grand ministère.

Concernant le télétravail, il s'est mis en place avec l'utilisation des moyens personnels dans l'immense majorité des cas : ceci n'est pas acceptable et il faudra en tirer les conséquences et continuer à équiper les personnels à partir du 11 mai pour qu'ils puissent continuer à exercer à distance.

Sur le PRA, la FSU s'interroge sur la garde d'enfants, E. Fourcade a précisé que des informations vont être apportées lundi, nous sommes en droit d'attendre que ces informations soient apportées ce jour.

Sur le power point il y a des indications qui nous inquiètent sur les personnels vulnérables qui sont renvoyés vers un arrêt de travail quand ils peuvent travailler à distance et plus loin il est dit qu'ils seront placés en ASA. Il faut absolument modifier cela dans un souci de clarté. Pour nous, ces agents doivent pouvoir être en travail à distance ou être placée en ASA si aucune solution n'est envisageable mais en aucun cas en arrêt de travail. Pour ce qui concerne les enfants, il faut également éclaircir les choses car les enseignants sont également parents et ils doivent pouvoir bénéficier du droit commun de tous les parents, de plus ces parents enseignants ont continué à travailler à distance en supportant à la fois la charge du travail à distance et la charge de la famille.

Réponse de Monsieur Le Goff

Sur l'enquête de l'ANACT ils vont relayer davantage vers les ministères et également « sur ce grand et très beau ministère de l'EN. »

Sur les équipements « bien évidemment le sujet les préoccupe et tous les ministères y travaillent, y réfléchissent ». Il y a des questions d'équipement, de connexion et le développement de systèmes, d'applications sécurisées. On va voir comment on évolue pour mieux équiper les agents et mieux sécuriser les choses. Et comment on travaille également sur l'ensemble de ces questions.

Sur la question des ASA garde d'enfants, la position du gouvernement est très claire, jusqu'au 2 juin la situation actuelle du confinement se prolonge, le télétravail reste préconisé avant la solution de l'ASA. En revanche à partir du 2 juin les écoles seront ouvertes, sauf évolution sanitaire négative. La position qui a été retenue c'est de dire que lorsqu'il y a un accueil possible des enfants, les parents qui ne souhaiteraient pas mettre leurs enfants à l'école devront soit trouver une solution personnelle qui leur appartient ou alors se mettre en congé. Bien entendu si la situation sanitaire devait évoluer négativement les choses changeront.

Sur les masques c'est le ministère de l'intérieur qui gère sauf l'EN, les masques sont entrain d'arriver, les dotations sont en train de se faire, les agents pourront disposer progressivement des masques avec des ordres de priorité donnés avec ceux qui sont d'abord en contact avec le public et avec l'objectif que l'ensemble des agents sera équipé, peut-être pas juste à partir du 11 mai mais dans les jours qui suivront.

Sur la question des masques la FSU précise que sans les garanties sanitaires et que si les masques ne sont pas arrivés, **cela décalera d'autant la reprise**, pour nous « la reprise est conditionnée à l'arrivée des moyens de protections pour les agents dans l'ensemble des ministères. »

Intervention FSU : Concernant les personnes vulnérables sur la page 16 du power point il est indiqué que les personnels se rendent sur le site AMELI, or sur le site AMELI il est indiqué : « **À compter du 1er mai 2020, ce téléservice est exclusivement réservé aux travailleurs indépendants, professions libérales, professions de santé, gérants salariés d'entreprise et stagiaires de la formation professionnelle** »

Il faut modifier car les agents de la FP n'ont pas à se rendre sur ce site.

Concernant les tests, il est indiqué « **pas de dépistage par les employeurs** », nous prenons acte que la doctrine des tests pour tous les agents avant la reprise n'a pas été retenue mais il est impératif que les employeurs prennent leurs responsabilités en cas de foyer au sein d'un service. A l'Educ. Nat. il est acté par le protocole sanitaire qu'en cas de suspicion de contamination dans une école ou établissement il serait engagé un processus de tests. Nous demandons la modification de cette partie, car l'employeur doit garantir la protection des agents et suivre la propagation du virus.

Monsieur Le Goff

Sur les masques nous entendons ce que vous dites je n'y reviens pas.

Sur la question des agents vulnérables, Il note le pb de l'appli soulevé par la FSU et indique qu'il va demander à rectifier le site AMELI car cette procédure devrait rester valable pour les ALD.

Pourquoi le Ppt indique cette procédure depuis le 16 mars ? c'est la procédure qui a été arrêtée pour les personnes reconnues en ALD : ils pouvaient aller sur améli car reconnu en ALD et ainsi obtenir l'arrêt de travail Covid 19 – transformé ensuite dans la FP en travail à distance ou ASA. Les autres recours au médecin traitant pour avoir un CM.

Ceci dit pour les **agents vulnérables**, T. Le Goff corrige ses propos et reconnaît suite à la remarque des OS (FSU et UNSA) que soit ils étaient en situation de télétravail, soit en ASA lorsque le télétravail n'est pas possible. Cela n'a pas varié et cela restera vrai après le 11 mai même chose pour les agents vivant avec une personne vulnérable. La question est comment ils se déclarent avec la question du secret médical, l'employeur n'a pas à connaître la pathologie et en même temps nous souhaitons qu'il y ait une vérification qui soit faite. Il y aura des précisions apportées dans les jours à venir après discussion avec l'administration de la sécurité sociale et la CNAM.

Sur la **place du médecin de prévention** dans ce dispositif, Parfois des agents se sont adressés au médecin de prévention qui a été le relais avec l'administration.

Les médecins de prévention ont bien été associés tout au long de l'épidémie, bien sûr quand il y en a, on ne va pas revenir la-dessus. Ils ont eu un rôle de conseil important et maintenant un rôle important dans tout ce qui est organisation du travail. Les médecins de prévention ont été également très sollicités pour des consultations à la demande en distanciel ou en présentiel.

Les visites obligatoires ont été suspendues, elles reprendront en août. Pour la reprise il y a beaucoup de stress, il ne faut pas hésiter à solliciter la médecine de prévention qui peut donner des conseils en organisation ou des conseils sanitaires et des conseils individuels pour les aménagements de poste. Il est vrai que cela est très compliqué dans les secteurs dépourvus de médecins de prévention.

L'administration confirme qu'il n'y a pas de télétravail si l'agent de l'EN est dans son école.

Sur la diffusion de la FAQ de la FP ils espèrent pouvoir la diffuser d'ici lundi.

Sur le télétravail ils reviendront vers les OS, il y a des enseignements et des améliorations à apporter sur l'organisation et les moyens, c'est un énorme sujet.

La question de la garde des enfants après le 5 juillet est posée (CGT) si les colonies de vacances et les centres aérés ne fonctionnent pas, comment les familles et particulièrement les familles monoparentales vont tenir, les agents ne pourront pas prendre des congés sans cesse, il faut réfléchir à créer quelque chose.

Réponse de l'administration : nous avons clarifié les choses jusque fin mai et juin. Pour le mois de juillet nous verrons en fonction de la situation sanitaire.

Plus de ménage ce n'est pas de la désinfection ! (remarque de la CGT)

Sur la diapo 14 des précisions par rapport aux tests : sur le mot « incité », il faut comprendre que les employeurs doivent expliquer en amont qu'il ne faut pas se rendre sur son lieu de travail en cas de symptômes de covid 19.

Sur les tests de dépistage : il n'y a pas de dépistage organisé par les employeurs de manière individuelle. Le dépistage doit se faire à l'extérieur en milieu médical.

La question de l'actualisation du DUERP par rapport à la crise sera intéressante mais le temps du DUERP n'est pas celui de la reprise. Plusieurs ministères sont plutôt sur la démarche de mise en place de guides, de fiches qui sont des éléments qui pourront être annexés au DUERP.

Sur la restauration collective inter administrative RIA, il y a effectivement un sujet. Il y a des plans de continuité types qui ont été transmis et après le 11 mai il va y avoir une reprise de la restauration et l'ensemble des acteurs sont accompagnés avec des fiches types. Il y a la question des pertes et des surcoûts des repas il faudra avoir des échanges avec les prestataires et la DGAFP prendra en charge des frais. Sur le coût du repas final pour les agents, c'est une problématique ministérielle.

Sur le logement il y a des aides au logement temporaires prises en charge de manière intégrale par la DGAFP sur le programme 148 et les ministères mettent également en place des solutions de logement.

Sur la prise en compte des séquelles du covid ?

Ils entendent, ce sera un sujet encore pour les mois à venir.

Il y aura un compte rendu de la séance le Power point sera actualisé, précisé et les questions réponses apporteront des précisions sur un certain nombre de sujet.